



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°26 – 26 au 30 juin 2023

Faits saillants :

- **Afrique australe :** La France accueille le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial
- **Afrique du Sud :** Engie procède à l'acquisition de l'entreprise sud-africaine BTE Renewable
- **Zimbabwe :** L'inflation double au mois de juin

Zoom sur l'accord de restructuration de la dette zambienne

Le 22 juin, lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial à Paris, le ministre des Finances zambien, S. Musokotwane, a annoncé avoir trouvé un accord avec ses créiteurs officiels sur le traitement de la dette souveraine zambienne. L'accord, qui porte sur la dette bilatérale externe du pays (6,3 Mds USD, dont 1,3 Mds d'arriérés), constitue la première restructuration réussie du Cadre commun (Club de Paris et G20), coprésidé par la France et la Chine. L'annonce doit désormais se concrétiser dans un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding*), dont la signature doit ensuite être suivie par la conclusion d'accords bilatéraux. Cette étape met fin à près de trois ans d'incertitude : la Zambie avait en effet été le premier pays, en novembre 2020, à faire défaut sur sa dette dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Le pays avait formulé une requête auprès du Club de Paris pour le traitement de sa dette dès le 1^{er} février 2021. Selon Bloomberg, la restructuration prévoit un rééchelonnement jusqu'en 2043 et un gel des taux d'intérêts à un niveau inférieur à 1% jusqu'en 2037. Comme précisé par le ministre des Finances, dans le cas où les conditions économiques du pays viendraient à s'améliorer, le traitement de la dette serait alors réajusté (accélération des remboursements du principal et intérêts revus à la hausse). Le FMI s'est félicité du déblocage de la situation, qui permettra de débloquer la première revue de son programme ECF (Facilité Elargie de Crédit – pour rappel, financement de 1,3 Mds USD sur trois ans, approuvé en septembre 2022), qui devait initialement se tenir le 1^{er} avril, ouvrant ainsi la voie au décaissement de la seconde tranche du programme (188 MUSD). Les marchés ont réagi très favorablement à l'annonce : la devise zambienne (kwacha) s'est appréciée de 12% entre les 20 et 26 juin (pour atteindre la parité de 17 ZMW contre 1 USD le 26 juin, soit son niveau le plus élevé depuis novembre 2022). Les investisseurs internationaux ont montré un très net regain d'intérêt pour les titres zambiens : au cours de la journée du vendredi 23 juin, le prix des obligations zambiennes a ainsi fortement augmenté pour atteindre son niveau le plus haut depuis neuf mois.

Sommaire :

Afrique australe :

- La France accueille le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial

Afrique du Sud :

- Le nombre d'emploi diminue au premier trimestre (*STATSA*)
- Nedbank and FirstRand revoient leurs prévisions de croissance à la baisse pour 2023 (*BusinessLive*)
- Engie procède à l'acquisition de l'entreprise sud-africaine BTE Renewable (*Engie*)
- L'inflation des prix à la production poursuit sa décrue (*StatsSA*)
- Le Ministère de l'Eau fait le point sur les projets stratégique de développement des infrastructures (*gov.za*)
- Le comité de l'autorité prudentielle publie son rapport annuel (*SARB*)
- La confiance des consommateurs se dégrade au second trimestre (*FNB/BER*)
- Création d'une task force conjointe entre l'Afrique du Sud et l'Allemagne pour le développement de l'hydrogène vert (*gov.za*)
- Les nouvelles réglementations pour les licences d'utilisation de l'eau déstabilisent le secteur agricole (*gov.za*)

Angola :

- La Banque mondiale accorde 300 MUSD pour développer le secteur privé (*Banque mondiale*)
- Fitch abaisse la perspective d'évolution de sa notation souveraine à positive (*Fitch*)

Botswana :

- La Banque mondiale accorde un prêt de politique publique de 150 MUSD au gouvernement (*Banque mondiale*)

Zimbabwe :

- La production du Lithium augmente fortement au premier trimestre (*ZimStat*)
- L'inflation double au mois de juin (*Reserve Bank of Zimbabwe*)

🌐 Afrique australe

La France accueille le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial

Le 22 et 23 juin, à l'invitation du Président de la République française, Emmanuel Macron, une quarantaine de chefs d'état et de gouvernement ainsi que des dirigeants de banques de développement, d'organisations internationales, d'entreprises et d'ONG se sont réunis à Paris dans le cadre du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial. L'évènement réunissait des représentants des grands émergents (Chine, Brésil, Afrique du Sud), du G7 et de l'Union européenne, mais aussi de pays en voie de développement. Trois pays de la sous-région australe étaient représentés : l'Afrique du Sud (Président Ramaphosa), la Zambie (Président Hichilema) et le Mozambique (premier ministre A. Maleiane). Le Sommet visait notamment à identifier des pistes de réforme du système financier international afin de lutter contre les hauts niveaux d'endettement de certains pays du Sud et de mettre en place des partenariats financiers davantage équilibrés entre les pays du Nord et du Sud. Le Président E. Macron a en effet rappelé que « les combats contre la pauvreté, la décarbonation de notre économie et la lutte pour la biodiversité sont intimement liés ». Parmi les annonces marquantes, on peut noter la conclusion d'un partenariat pour la Transition Énergétique Juste (JET) à hauteur de 2,5 Mds EUR entre le Sénégal d'une part et la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Canada d'autre part, sur le modèle de ceux signés avec l'Indonésie (en novembre 2022 – 20 Mds USD), le Vietnam (en décembre 2022 – 15,5 Mds USD et l'Afrique du Sud (en novembre 2021, en marge de la COP26 – 8,5 Mds USD), premier pays à avoir testé la mise en place de ce nouveau mode de partenariat.

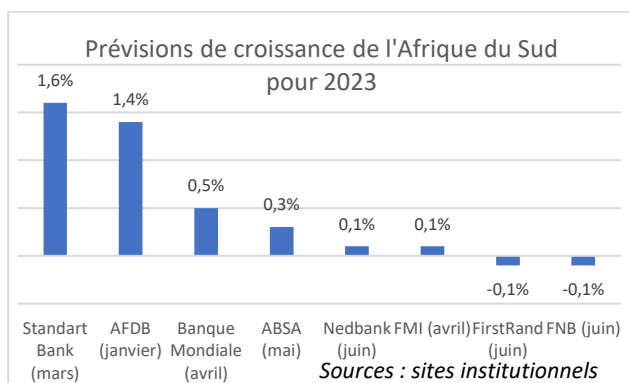
🌐 Afrique du Sud

Le nombre d'emplois diminue au premier trimestre (STATSA)

D'après la dernière publication de StatsSA relative au marché du travail, 21 000 emplois ont été détruits dans le secteur formel non-agricole (9,97 M d'emplois) au premier trimestre 2023 – soit un recul de 0,2% du nombre d'emplois formels, après une croissance de 0,7% au trimestre précédent. Les secteurs les plus touchés ont été le commerce (-1,6%, soit -36 000 emplois) et les services aux entreprises (-1,4%, soit -32 000 emplois). A l'inverse, d'autres secteurs ont été dynamiques, notamment les services aux personnes (+1,5%, soit +41 000 emplois). Cette évolution est par ailleurs portée par les emplois à temps plein (-0,7%, soit -63 000 emplois), alors que les temps partiels progressent (+3,8%, soit +42 000 emplois), une tendance qui reflète une certaine précarisation des emplois. Ces mauvais résultats viennent confirmer la précédente étude de StatsSA, publiée le 16 mai (*Quarterly Labour Force Survey* – enquête plus large, basée sur les réponses des ménages), qui évoquait une hausse du taux de chômage de 0,2 point à 32,9%. L'étude souligne aussi que le salaire mensuel moyen des employés dans le secteur formel non-agricole s'est contracté de 2,7% par rapport au trimestre précédent, atteignant 25 304 ZAR (1 232 EUR) – ce qui témoigne d'une très nette dégradation du pouvoir d'achat des ménages alors que l'inflation reste élevée (+6,3% sur un an au mois de mai). Dans ce contexte, le professeur Haroon Borat, membre du Conseil économique présidentiel, a affirmé que l'allocation introduite pendant la pandémie de Covid-19 (*Social Distress Grant*) et destinée aux ménages ne disposant d'aucun autre revenu ou aide sociale (environ 8M d'individus en 2023) avait désormais un effet nul sur l'emploi – alors qu'il défendait initialement l'impact de cette aide, qui selon sa précédente étude, augmentait de 3% la probabilité d'être embauché. Cela pose la question de la prolongation de cette mesure, très coûteuse

pour les finances publiques (estimation de 36 Mds ZAR, soit 1,8 Md EUR sur l'exercice 2023/24) au-delà du mois de mars 2024 – une décision toutefois improbable dans un contexte électoral (élection générales prévues pour mai 2024).

Nedbank and FirstRand revoient leurs prévisions de croissance à la baisse pour 2023 (BusinessLive)



A l'occasion de la présentation de leurs résultats financiers intermédiaires, les grands banques sud-africaines *FirstRand* (2ème banque du pays) et *Nedbank* (4ème) ont revu à la baisse, respectivement les 21 et 26 juin, leurs prévisions de croissance pour l'économie sud-africaine en 2023. *First Rand* table désormais sur une contraction de l'activité de 0,1% sur l'année (soit -1,1 point par rapport à ses prévisions de l'année précédente). L'institution financière anticipe notamment un nouveau resserrement de la politique monétaire sud-africaine, qui devrait avoir un impact sur l'activité économique, dans un contexte qui reste marqué par une crise énergétique sans précédent. *Nedbank* anticipe une croissance légèrement supérieure, à 0,1% (soit -0,1% par rapport à ses estimations de début juin). Les banques ont souligné l'impact de la dégradation du cadre macroéconomique sur leurs résultats financiers et leur rentabilité, en lien avec le recul de la demande de crédit face à la baisse de confiance des consommateurs, et une augmentation du niveau de leurs provisions. Ces nouvelles estimations se rapprochent de celles du FMI, qui prévoit une hausse du PIB de 0,1% en 2023.

Engie procède à l'acquisition de l'entreprise sud-africaine BTE Renewable (Engie)

Le groupe industriel énergétique français ENGIE et le fonds d'investissement français Meridiam ont annoncé, le 20 juin, l'acquisition de l'ensemble des actifs de BTE Renewables, développeur sud-africain d'énergies renouvelables, présent en Afrique du Sud et au Kenya et détenu par le fonds d'investissement en infrastructures durables ACTIS. Avec cette acquisition, ENGIE ajoute à son portefeuille 340 MW de capacités de production d'énergies renouvelables, dont 190 MW d'énergie solaire photovoltaïque et 150 MW d'énergie éolienne terrestre. Par ailleurs, BTE renouvelable dispose d'un portefeuille de projets en cours de développement d'une capacité de plus de 3 GW en Afrique du Sud. Parmi les principaux projets, on peut noter : *Golden Valley*, un projet éolien de 123 MW dans la province de l'Eastern Cape ; *Excelsior*, un projet éolien de 33 MW dans le Western Cape ainsi que deux projets solaires Aggeneys et Konkoonsies dans le Northern Cape (respectivement 46 MW et 86MW). Cette acquisition renforce donc la présence d'ENGIE en Afrique du Sud, où l'entreprise exploite déjà plus de 1,3 GW de capacités de production installées, dont 220 MW de centrales solaires et 94 MW d'éolien terrestre. La transaction devrait être finalisée au quatrième trimestre de cette année.

L'inflation des prix à la production poursuit sa décrue (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsSA), l'inflation des prix à la production a atteint 7,3% en glissement annuel au mois de mai, après 8,6% en avril. L'indice poursuit donc sa baisse pour le dixième mois consécutif après le pic d'août 2022 (+18%). Les secteurs qui ont le plus contribué à la hausse de l'indicateur sont les « produits alimentaires, boissons et tabacs » (+7,1%, soit une contribution positive de 1,8 points), la papèterie (15,5%, soit +1,2 points), et les équipements de transport (+15,5%, soit +1,2

point). Les produits miniers enregistrent la plus forte augmentation de prix en glissement annuel (+7,2%, contre 10,5% en avril), et les produits manufacturés intermédiaires la plus faible (+4,4% contre +4,6% en avril). Les hausses des prix à la production de l'électricité (+16,8% au mois de mai) et du charbon (+10,3%) continuent de porter l'indicateur. Pour rappel, l'indice des prix à la production (sous entendue « manufacturière ») mesure la variation des prix des produits à la sortie de l'usine, et ne prend donc pas en compte les taxes et les marges de transport et commerciales.

Le Ministère de l'Eau fait le point sur les projets stratégique de développement des infrastructures (gov.za)

Le Ministère de l'eau et de l'assainissement (DWS – *Department of Water and Sanitation*) a présenté en Conseil des ministres, le 20 juin, une liste des projets stratégiques en cours pour relever les défis du secteur de l'eau dans le pays. Selon le DWS, 79,7 Mds ZAR (3,9 M EUR) d'investissements seront nécessaires pour assurer un approvisionnement en eau fiable, durable et équitable. Ces projets sont essentiels dans un contexte où les infrastructures se détériorent rapidement, aggravant le stress hydrique lié au changement climatique. A l'horizon 2030, le déficit d'approvisionnement en eau pourrait ainsi atteindre 17% dans le pays. Six projets prioritaires sont ainsi mis en avant, dont quatre projets d'infrastructures portés directement par le gouvernement, notamment la phase II du projet *Lesotho Highlands Water Project* (tunnel de transfert d'eau de 38 km qui permettra de fournir 1 260 millions de m³ d'eau par an à l'Afrique du Sud), d'un montant de 40 Mds ZAR (1,9 Md EUR); et le projet d'augmentation des capacités du barrage de Mokolo dans le Limpopo, d'un montant de 4 Mds ZAR, dont la construction devrait être achevée d'ici 2030. Par ailleurs, le DWS met en avant plusieurs partenariats publics-privés (PPP), notamment avec le secteur minier, à l'instar de la construction du barrage De Hoop sur la rivière Olifant, d'une capacité de stockage de 347m³ pour 24 Mds ZAR et le projet

Vaal Gamagara (construction d'un oléoduc), dans la province du Northern Cape pour 10 Mds ZAR. Enfin, à noter que le cabinet a approuvé la création de l'Agence nationale pour la gestion des ressources en eau (NWRRA – *National Water Resource Infrastructure Agency*), réforme essentielle pour centraliser la planification, le financement, le développement et l'entretien de l'infrastructure hydrique du pays et ainsi mettre en place une stratégie efficace pour le secteur.

Le comité de l'autorité prudentielle publie son rapport annuel (SARB)

Le 27 juin, le comité de l'autorité prudentielle (*Prudential Authority*) de la Banque centrale a publié son rapport annuel pour l'exercice 2023. Il en ressort que le secteur financier conserve une solidité et stabilité importantes. En mars 2023, les actifs bancaires ont atteint 7 311 Mds ZAR (354 Mds EUR), soit une croissance de 7,2% par rapport à l'année précédente, portée par la progression des prêts (+8,5% sur un an). Le secteur reste profitable (rentabilité des capitaux propres – ROE - en hausse : 14,9% contre 13,7% un an plus tôt), liquide (LCR en hausse : 145,8% contre 139,9%) et bien capitalisé (ratio de capitalisation Tier 1 de 13,3%, relativement stable par rapport à l'année dernière - 13,7%), nettement supérieurs aux minima requis. Les créances douteuses ont toutefois nettement augmenté (+20%), atteignant 258 Mds ZAR (ratio de prêts non performants proche de la barre des 5%, contre 4,4% en 2022). Cette mauvaise performance s'explique par la dégradation du cadre macroéconomique. Le secteur a aussi été marqué par l'inscription de l'Afrique du Sud sur la liste grise du GAFI, sur laquelle l'autorité affirme travailler en renforçant les contrôles auprès des institutions financières - *Nedbank* s'est ainsi vu imposer une amende de 35 MZAR en août 2022 pour non-conformité à la régulation contre le blanchiment d'argent. Dans ce contexte, deux banques non-système ont été placées sous curatelle (*Ubank* pour un capital jugé insuffisant et *Habib Overseas Bank Limited* pour non-conformité avec les prérequis opérationnels et de gouvernance).

La confiance des consommateurs se dégrade au second trimestre (FNB/BER)

L'indice de confiance des consommateurs développé par la banque *FirstNational* et le *Bureau of Economic Research* (BER), compris entre -100 et +100, a atteint le niveau de -25 au second trimestre 2023, après -23 au trimestre précédent. Ce niveau de défiance n'avait jamais été atteint depuis 1994, à l'exception de la période de mise en place d'un confinement strict dans le contexte de la pandémie de Covid-19 (troisième trimestre 2020, -33). Il retrouve donc le niveau observé au second trimestre 2022, qui avait été marqué par les conséquences immédiates de l'invasion russe de l'Ukraine (explosion des cours des matières premières, notamment pétrole et céréales). Pour rappel, l'indice est en territoire négatif depuis le deuxième trimestre 2019. D'après les trois sous-indicateurs, **i)** près de 70% des consommateurs s'attendent à une dégradation de la croissance économique dans les douze mois, **ii)** une part similaire considère que la période actuelle est inappropriée pour acquérir des biens durables (véhicules, équipements électriques, électroménagers, mobilier, etc.), **iii)** plus de 50% de la population anticipe une baisse de ses revenus dans les mois à venir. Il semble que les consommateurs s'inquiètent davantage des perspectives de l'économie nationale que de celles de leurs finances domestiques.

Création d'une task force conjointe entre l'Afrique du Sud et l'Allemagne pour le développement de l'hydrogène vert (gov.za)

Le 27 juin, le ministre de l'Électricité, Kgosientsho Ramokgopa, et le vice-chancelier allemand et ministre des Affaires économiques et de l'Action climatique, Robert Habeck, ont signé une déclaration d'intention commune visant à créer un groupe de travail chargé de développer la production et les infrastructures d'export d'hydrogène vert. La « *South African-German Hydrogen Task Force* », vise à développer les transferts de technologie pour accélérer le développement d'une économie de l'hydrogène vert en Afrique du Sud. Cet accord a pour

objectif de soutenir l'exportation d'hydrogène (via des solutions de stockage power-to-X - P2X ou sous forme de produits dérivés comme l'ammoniac) vers l'Allemagne, notamment par le biais de contrats bilatéraux entre les producteurs sud-africains et les acheteurs allemands, ainsi que par des possibilités de partenariats entre les ports. Pour cela, la task force se penchera sur les principaux défis liés au développement des chaînes de valeur tels que la mise en service de capacités d'énergie renouvelables pour décarboner l'hydrogène. Des mécanismes de financement seront également étudiés pour soutenir l'essor de ce secteur, notamment par la fondation allemande H2Global. Le développement de l'hydrogène vert, , présente un potentiel économique et de création d'emplois bien que très énergivore et tourné vers l'export dans un contexte marqué par un manque de capacités installées pour assurer l'approvisionnement domestique du pays. Pour rappel, la semaine dernière, le gouvernement néerlandais a lancé, avec les banques sud-africaines de développement IDC et DBSA, un fonds de soutien à l'hydrogène vert – qui ambitionne de lever 1 Md USD.

Les nouvelles réglementations pour les licences d'utilisation de l'eau déstabilisent le secteur agricole (gov.za)

L'indice de confiance du secteur agricole (Agbiz/IDC Agribusiness Confidence) a atteint le niveau de 44 points au deuxième trimestre 2022, contre près de 75 en juin 2022. Il s'agit de son niveau le plus faible depuis le second trimestre 2020 qui avait été marqué par la mise en place d'un confinement stricte dans le pays. L'indicateur se situe donc sous la barre des 50 points pour le second trimestre consécutif, ce qui témoigne de la perception d'une dégradation du climat des affaires dans le secteur par les grands exploitants agricoles. En effet, la révision des réglementations pour l'octroi des licences d'utilisation publié par le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement le 19 mai dernier, a fortement déstabilisé le secteur. Ces amendements conditionnent désormais l'octroi des permis pour l'utilisation ou le stockage de la ressource

en eau à un quota racial pour l'actionnariat (part d'actionnaire « noirs ») dans les exploitations agricoles, à partir de 25% pour les demandes de 250 000 m³ et jusqu'à 75%. La réforme vise notamment à promouvoir une politique de justice sociale dans un secteur marqué par des inégalités économiques historiques - les exploitations agricoles commerciales sont en effet détenues à 70% par des agriculteurs blancs et elles consomment 95% de l'eau utilisée par le secteur. Cette nouvelle réglementation a toutefois engendré de vives réactions, d'une part les grands producteurs qui dénoncent un effet dévastateur et contre-productif sur le secteur, d'autre part les plus petits exploitants qui soutiennent la mesure.

Angola

La Banque mondiale accorde 300 MUSD pour développer le secteur privé (Banque mondiale)

Le 2 juin, le conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un financement de 300 MUSD en faveur du gouvernement angolais pour soutenir un projet de diversification économique et de création d'emplois. A noter qu'un pool de banques commerciales a apporté un financement complémentaire de 280 MUSD. Le projet, mené par le Ministère angolais de l'Economie, vise à accompagner la diversification économique durable et la création d'emploi dans le secteur privé, alors que l'économie reste très dépendante du secteur pétrolier (26% du PIB et 95% des exportations en 2022). Le projet devrait bénéficier à près de 12 000 PME. Les efforts du gouvernement se concentreront dans le couloir de Lobito (ligne de chemin de fer reliant le port de Lobito dans le Sud du pays à la frontière avec la République Démocratique du Congo) – zone à très fort potentiel de développement agricole et intégrant d'importantes installations logistiques. Parallèlement, le gouvernement souhaite mettre en place une série de réformes pour lever les contraintes réglementaires et faciliter l'accès aux financements privés de ces acteurs de

l'économie, identifiés comme d'importants créateurs d'emplois. Malgré une croissance de 3,1% en 2022, l'économie angolaise ne crée en effet pas suffisamment d'emplois pour absorber la croissance de sa population, dont le taux de fécondité est l'un des plus élevés du monde (5,4 enfants par femme en 2020). Pour un demi-million de jeunes entrant sur le marché du travail chaque année, seuls 350 000 emplois sont créés.

Fitch abaisse la perspective d'évolution de sa notation souveraine à positive (Fitch)

Le 23 juin, l'agence de notation *Fitch* a abaissé sa perspective de la notation souveraine angolaise de positive à stable. La notation est maintenue à « B- », soit six rangs en dessous de la catégorie « investissement ». L'agence justifie sa décision par le ralentissement de la croissance (+1,5% prévu en 2023 contre 3,1% préalablement anticipé en janvier), l'inflation (prévision de 14,7% en 2023 selon *Fitch* – après 21,4% en 2022 selon le FMI) et l'augmentation du ratio dette/PIB (qui devrait atteindre 79% à la fin de l'année 2023 contre 66% à la fin de l'année 2022). Cette détérioration du cadre macroéconomique s'explique notamment par les mauvaises performances du secteur pétrolier. Au cours du premier trimestre 2023 la production pétrolière a ainsi reculé de 11% par rapport à la même période de l'année précédente, tandis qu'en parallèle, le cours du pétrole (Brent) a diminué (-9% sur la période). Dans ce contexte, les ventes de devises étrangères ont été interrompues entre avril et mai 2023 (contre 438 MUSD en moyenne mensuelle entre les premiers trimestres 2022 et 2023), créant une raréfaction des devises étrangères sur le marché domestique. La monnaie locale (kwanza) a ainsi été dévaluée de 55,8% entre le 11 mai (début du cycle de dévaluation) et le 23 juin, date où elle a atteint la parité de 794,5 AOA pour 1 USD. Dans ce contexte, l'inflation devrait repartir à la hausse, alors que le pays reste dépendant des importations de denrées alimentaires. Le ratio d'endettement (dette/PIB) devrait lui aussi progresser, alors que plus de 70% de la dette externe est libellée en devises.

Botswana

La Banque mondiale accorde un prêt de politique publique de 150 MUSD au gouvernement (Banque mondiale)

Le 16 juin, le conseil d'administration de la Banque mondiale a accordé un prêt de politique publique de 150 MUSD au gouvernement botswanais. Ce financement vise à soutenir le plan de relance économique et de transformation (*Economic Recovery and Transformation Plan*) du gouvernement et fait suite à un premier prêt de 250 MUSD accordé en juin 2021 dans le sillage de la pandémie de Covid-19. Il s'articulera autour de trois axes clé: (i) l'adoption de mesures visant à renforcer le filet de protection sociale et améliorer sa réactivité aux chocs, (ii) des réformes du secteur financier pour développer le secteur privé, notamment via un meilleur accès au crédit, et (iii) un soutien à la transition énergétique du pays. Pour rappel, la diversification de l'économie botswanaise est un objectif central alors que, comme l'a montré la pandémie de Covid-19, le pays reste vulnérable aux chocs externes et climatiques, et marqué par un des niveaux d'inégalités les plus élevés au monde (indice de Gini de 53,3). Selon la Ministre des Finances botswanaise, P. Serame, cet appui de la Banque mondiale offre au gouvernement des marges de manœuvres fiscales et un soutien technique permettant une meilleure mise en place des réformes structurelles nécessaires pour promouvoir une croissance inclusive, résiliente et à bas carbone. Ces mesures, annoncées de longue date, tardent toutefois toujours à se concrétiser.

Namibie

La Namibie adopte une loi de régulation des crypto-actifs (Parliament)

Le 22 juin, l'Assemblée Nationale a adopté un projet de loi visant à légaliser et à réglementer les crypto-actifs et notamment les crypto-monnaies.

Le ministre des Finances et des entreprises publiques, M. Iipumbu Shiimi, estime que la nouvelle loi est une étape majeure pour la protection des intérêts des consommateurs, la lutte contre les abus de marché et l'atténuation des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. La loi ouvre la voie à la création d'une autorité de régulation, qui n'a pas encore été désignée, et qui aura pour mission de réglementer et superviser le secteur en octroyant notamment des licences aux fournisseurs de service (en premier lieu desquels les plateformes d'échange – *Crypto Asset Service Provider*). Cependant, les monnaies virtuelles ne sont pas reconnues comme monnaie légale en Namibie. À noter par ailleurs que la Banque centrale namibienne (*Bank of Namibia*) étudie actuellement la mise en service d'une monnaie numérique banque centrale (CBDC), un outil qui pourrait permettre de rendre plus efficace le système de paiement. Pour rappel, l'Afrique du Sud est le pays le plus avancé de la sous-région en termes de régulation du secteur: en octobre 2022, l'autorité de régulation du secteur financier (*Financial Sector Conduct Authority – FCA*) a ainsi reconnu les crypto-actifs comme des actifs financiers, les plaçant sous sa supervision.

Zimbabwe

La production de Lithium augmente fortement au premier trimestre (ZimStat)

Selon l'organisme national de statistiques (*Zimstats*), la production de lithium a connu une augmentation de 169,5 % au premier trimestre 2023 (en volume) comparativement à l'année précédente. La production a ainsi atteint 29 174 tonnes, comparativement aux 10 825 tonnes sur la même période en 2022. Cette bonne performance s'explique par la forte progression la demande du minerai (+25% sur un an en 2022 pour atteindre 720 000 tonnes). Une tendance qui devrait fortement s'accélérer dans les années à venir, avec une prévision de hausse de la

demande de 40 % par an d'ici à 2040, selon l'Agence Internationale de l'Énergie. Le lithium est crucial dans la transition énergétique, notamment dans la production de batterie. On observe ainsi de nombreux investissements dans le secteur au Zimbabwe pour augmenter l'efficacité et les volumes de production : la filiale locale du groupe chinois Sinomine, a ainsi annoncé, en juin 2022, un investissement de 200 M USD pour les opérations de la mine Blkita, une des deux mines opérationnelles du pays (2,5 Mt par an). Le secteur minier doit toutefois faire face à plusieurs entraves à son développement (dégradation du cadre macroéconomique, réglementation instable et impact d'une bureaucratie lourde, corruption, coupure d'électricité fréquentes, etc.). Enfin, le Zimbabwe a interdit l'exportation de minerai de lithium brut en décembre dernier dans l'objectif de développer la chaîne de valeur du secteur (développement d'une industrie locale de transformation des minéraux).

L'inflation double au mois de juin (*Reserve Bank of Zimbabwe*)

Selon la banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe - RBZ*), le taux d'inflation sur un an a atteint 175,8% au mois de juin, contre 86,5% en mai. Pour rappel, l'institution communique désormais uniquement sur un taux d'inflation combiné (*blended inflation*), calculé sur la base d'un panier de prix en USD et ZWL. Malgré cette nouvelle méthodologie, l'inflation a plus que doublé en seulement un mois, atteignant un point haut depuis mars 2021 et semblant devenir hors de contrôle. Parallèlement, la devise domestique (*Zimdollar*) a continué de se déprécier face à l'USD (-78,4% sur un mois, avec un taux sur le marché parallèle atteignant la parité de 8 100 ZWL pour 1 USD le 28 juin). Les mesures prises par la banque centrale le 29 mai et le 6 juin (le taux directeur avait été relevé de 10 points à 150%, et le taux de réserves obligatoires de 5 points à 15%) en complément des neuf mesures annoncées le 29 mai ont donc à ce stade échoué à enrayer la spirale négative inflation/dépréciation. Cet épisode n'est pas sans rappeler l'épisode d'hyperinflation du

Zimdollar en 2008, qui avait mené à l'abandon de la monnaie nationale. Cette nouvelle dégradation de l'environnement macroéconomique intervient dans un contexte pré-électoral (les élections présidentielles et législatives se tiendront le 23 août). Le président E. Mnangagwa cherche à obtenir un second mandat, après une première élection en 2017 à la suite du coup d'état militaire de 2017 qui avait destitué le président précédent R. Mugabe.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

4

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	29/06/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,72 ZAR	-1,6%	5,0%	-12,7%	-9,2%
Angola	822,7 AOA	-7,5%	-32,3%	-48,7%	-38,8%
Botswana	13,3 BWP	-1,3%	2,3%	-8,0%	-4,9%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	17,4 ZMW	0,4%	11,0%	-3,0%	4,0%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria

Rédacteurs :

Léopold VINOT et Marie DESJEUX

Revu par Claire JOLLY, Flora BOUBOUR,
Pierre FINOT, Antoine WILLENBUCHER et
Bertrand FURNO